

SECRET

HS/HC 850

Item 24

Photographs of relevant articles in Le Monde,
22-25 Oct 62

SECRET

Atmosphère de crise à Washington où sont réunis les principaux dirigeants américains

Importantes manœuvres dans les Caraïbes

Que se passe-t-il aux Etats-Unis ? Le New York Times et le Times de Londres parlent tous deux d'atmosphère de crise. Le président Kennedy, sous le prétexte d'un rhume, a interrompu sa campagne électorale et est retourné à Washington, où, pour des raisons diverses, se trouvent comme par hasard M. Dean Rusk, M. McNamara et des chefs d'état-major. Le vice-président Johnson, qui se trouvait à Hawaï, a lui aussi subi un refroidissement pour rentrer dans la capitale.

Le rassemblement de tous les dirigeants américains coïncide avec la publication dans le Washington Post de dimanche d'un long article suivant lequel un membre non désigné du gouvernement aurait décrit la situation à Cuba comme « tendue

et difficile ». Le grand journal libéral, dont on n'ignore pas les bonnes relations avec le gouvernement actuel, laissait prévoir une communication officielle importante dans la journée, et il mettait en rapport avec l'événement international qu'il annonçait les mouvements de troupes signalés autour de Ken-West, en Floride. En fait rien ne s'est passé dimanche, et le département de la défense a nié qu'il y ait quelque rapport entre les déplacements des « marines » et l'affaire de Cuba. Il s'agit, selon lui, de manœuvres prévues depuis longtemps à Porto-Rico et qui devraient prendre fin le 30 octobre. Quarante bateaux, vingt mille hommes et de nombreux avions y participent. La presse locale fait état de l'arrivée de stocks très importants d'équipements militaires de toutes sortes.

Officiellement, on ne sait rien de plus. Mais certains observateurs mettent en rapport toute cette agitation avec la conversation que le président Kennedy a eue jeudi soir avec M. Gromyko. Aurait-il cherché à obtenir de son interlocuteur, à propos de Cuba, des assurances que celui-ci se serait refusé à lui donner ? Dans cette hypothèse, le déploiement de forces en cours pourrait être interprété comme destiné à détourner les Soviétiques de livrer au gouvernement de Fidel Castro des armes pouvant directement menacer la sécurité des Etats-Unis, comme des bombardiers ou des fusées à moyen rayon d'action.

internationale son ombreuse allée de Pékin.

Autre conflit dont l'aspect international se précise chaque jour : celui du Yémen. Tandis que les combats se poursuivent entre républicains et royalistes, la R.A.U. ne se cache pas d'intervenir ouvertement, la Jordanie et l'Arabie Saoudite se tairant, selon elle, portées au secours de l'un ou l'autre des deux camps. Et de fait, si ces deux pays n'ont pas encore envoyé de troupes sur place, ils ne tarderont pas à le faire. Cependant, il paraît assez douteux que les puissances occidentales puissent intervenir ouvertement pour permettre au régime royaliste d'obtenir le plus favorable que compte la planète. Déjà, la République fédé-

rale allemande a fait connaître son intention de reconnaître le gouvernement républicain.

Rien ne permet donc de penser que les opérations en cours, aussi bien dans l'Himalaya que dans le Sud de l'Arabie, puissent avoir dans les jours qui viennent des répercussions sérieuses sur la paix du monde. Les deux points les plus dangereux restent Cuba et Berlin. On voudrait être sûr que la campagne électorale américaine suffit à expliquer l'engagement actuel et que personne ne songe aux Etats-Unis à un rapprochement avec la Chine. Une opération militaire qui amènerait une position nouvelle dans le problème allemand

André Fontaine

Le calendrier de M. « K » pour Berlin

Pour d'autres commentateurs les dirigeants américains estiment qu'ils viennent de s'offrir un succès sur le Kremlin en amenant celui-ci à ajourner une fois de plus la signature du traité de paix avec l'Allemagne, et ils chercheraient à exploiter cet avantage dans les Caraïbes. Il semble bien en effet que M. Khrouchchev n'ait pas l'intention de déclencher l'irréparable à Berlin dans les jours qui viennent. Cependant, les déclarations qu'il a faites au mois de septembre à l'ancien ministre belge Ra mond Schevven, et qu'il vient seulement d'autoriser celui-ci à publier (1), donnent à penser qu'il n'a guère modifié son calendrier : nouvelle tentative de conversations avec Washington au lendemain des élections américaines, puis éventuellement exposé du problème devant l'O.N.U. C'est ensuite, si tous ces efforts demeuraient vains, que l'U.R.S.S. se résignerait à signer un traité de paix séparé qu'elle revendiquerait expressément le droit de garantir par les armes. Le chef du gouvernement soviétique ne cache pas que l'une des raisons qui le poussent à agir ainsi est en jeu et qu'il ne veut pas avoir l'air de s'incliner devant la force.

Une division chinoise à l'assaut dans l'Himalaya

C'est là exactement le langage qu'ont toujours tenu, au cours des âges, les champions de la politique de puissance, politique dont on retrouve au-delà de toutes les querelles idéologiques l'application à un autre point du monde : la frontière sino-indienne. Si l'on en croit les informations venues de New-Delhi, c'est plus d'une division chinoise qui est passée à l'attaque dans le Ladhak, où elle s'est emparée de plusieurs postes dans les territoires dont les deux pays se disputent la possession. Les forces indiennes auraient dû également céder du terrain dans la région du nord-est. A Pékin, on rejette l'initiative des combats sur les forces indiennes. Le gouvernement chinois a adressé à New-Delhi, samedi, la protestation « la plus pressante, la plus sérieuse et la plus énergique » contre les « attaques massives lancées par les forces agressives indiennes ».

La proximité de l'hiver qui coupera toutes les routes d'accès à ces régions contestées amène les chancelleries à ne pas s'armer outre mesure de combats qui n'ont pas eu jusqu'à présent d'effet sur les relations diplomatiques entre les deux pays.

La possibilité d'une médiation soviétique est envisagée. Mais les opérations en cours contribueront sans doute à animer le débat qui s'engage aujourd'hui lundi, à l'O.N.U., sur l'éternelle question de la représentation chinoise. Cette année encore, les jeux paraissent faits et l'U.R.S.S. ne paraît pas se donner beaucoup de peine pour faire admettre dans l'organisation

(1) Voir en page 6.

Wd have been out, on Mon pm 22 Oct. 62 the day of the sp.

Le Monde
24 Oct 1962 *
1st page

§ is by Andre ~~Fontaine~~
Fontaine

23 Oct
23 Oct

* NB Issue of this date was out on pm of 23 Oct
This is SOP w/ no outside.

This MUST be
of issue of 24 Oct
on the streets pm of
23 Oct.

Nous voici donc une nouvelle fois aux prises avec une crise internationale. Rien ne l'annonçait. Il semblait que l'administration américaine fût décidée à résister aux sollicitations d'une opinion surexcitée qu'elle avait pris son parti de la présence à quelques centaines de kilomètres de la Floride d'une base communiste, dont la signification, à l'heure où les fusées intercontinentales mettent, de toute façon, tous les pays en première ligne, apparaissait bien plus politique que militaire.

Pourquoi M. Kennedy a-t-il brusquement décidé de passer à l'action sans saisir au préalable l'O.N.U. ni consulter ses alliés ? On voudrait pouvoir être sûr de l'exactitude des informations sur lesquelles il se base pour annoncer que les Soviétiques, contrairement à leurs assurances les plus solennelles, répétées jeudi encore par M. Gromyko au président lui-même, ont installé à Cuba des armes offensives d'une portée suffisante pour atteindre les trois Amériques. Mais, malheureusement, l'expérience prouve que les services de renseignements américains se trompent parfois.

De toute façon, c'est un droit jusqu'à présent reconnu aux Etats souverains de choisir leur forme de gouvernement, leurs alliés et leurs armes. Il est curieux de constater que les Américains, qui trouvent parfaitement normal qu'un Etat comme la Turquie, situé à la frontière de l'Union soviétique, abrite des rampes de lancement qui menacent tout le bassin du Donetz, contestent à l'U.R.S.S. le droit de conclure avec Cuba des accords comparables. Ce refus est certes dans la logique d'un gouvernement qui a fait savoir à plusieurs reprises, ces temps derniers, que « le communisme, dans l'hémisphère occidental, n'était pas un objet de négociation », autrement dit qu'il ne s'inclinerait pas devant le fait accompli de la présence dans les Caraïbes d'un régime marxiste. Il est cependant contraire au simple bon sens, de même qu'aux règles tacites qui résultent de la répartition entre les deux camps d'une capacité de destruction pratiquement égale.

Cela dit, le souci de M. Kennedy de limiter au maximum le risque qu'il a décidé de prendre est manifeste. La quarantaine qu'il a instituée ne doit porter que sur les armes offensives. Si vraiment les Russes n'en ont pas livré à Cuba ou n'ont pas l'intention de le faire, ils devraient volontiers accepter le contrôle des Nations unies que suggère Washington. Et l'on peut se demander si le président en faisant tout ce tapage n'a pas voulu surtout convaincre l'électeur américain de sa fermeté, neutralisant ainsi les attaques croissantes de l'opposition, plutôt que remporter sur Moscou un avantage décisif que le rapport des forces dans le monde lui interdit d'espérer.

Aussi bien, a-t-il proposé à M. Khrouchtchev une négociation pour venir à bout des graves problèmes qui menacent la paix internationale. Le chef du gouvernement soviétique serait bien inspiré d'y donner suite, plutôt que de tenter de faire monter les enchères. Car si, à diverses reprises, les Occidentaux ont paru reculer devant les mises en garde soviétiques, si l'an dernier, M. Kennedy lui-même s'est arrêté à mi-chemin dans sa première opération contre Cuba, le Kremlin ne peut pas ignorer que cette fois le jeune président des Etats-Unis ne peut pas reculer sans perdre toute autorité. C'est donc à rechercher des compromis, dans le champ d'application pour lequel s'étend bien au-delà de Cuba, plutôt qu'à préparer des ripostes qui, de proche en proche, risqueraient de mener au conflit général.

ne peut pas reculer sans perdre toute autorité. C'est donc à rechercher des compromis, dont le champ d'application pourrait s'étendre bien au-delà de Cuba

Monde 250a

- 17. — La revue universitaire, L. Girard de
- 18. — Le coiffeur, H. Fesquet.
- 19. — Les sociétés d'aménagement foncier
- 20. — Le conflit de la R.A.T.P.

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

PARIS N° 4207-23
Adresse télégraphique: JOURMONDE-PARIS
Tél.: PRO. 91-29

APRÈS LA DÉCISION DE M. KENNEDY D'APPLIQUER LA « QUARANTAINE » AU TRAFIC D'ARMES VERS CUBA

Les gouvernements américain, soviétique et cubain saisissent le Conseil de sécurité

On lira en page 2 le texte intégral du discours que M. Kennedy a prononcé à minuit (heure française) dans la nuit de lundi à mardi pour faire part au peuple américain et à l'opinion mondiale des graves décisions qu'il avait prises au sujet de Cuba. Affirmant qu'il détenait la preuve que, contrairement à leurs engagements renouvelés, les Soviétiques étaient en train d'installer dans ce pays des fusées et des

bombardiers capables de menacer la sécurité de l'ensemble de l'hémisphère occidental, il a annoncé qu'il avait donné l'ordre aux forces armées américaines d'appliquer une « quarantaine » sur le trafic des armes offensives à destination de Cuba. D'importants renforts de fusiliers marins, d'avions et de navires ont été dépêchés dans la région des Caraïbes pour assurer l'exécution de cet ordre.

M. Kennedy a d'autre part saisi le Conseil de sécurité. Celui-ci va être invité à ordonner l'élimination des bases étrangères de l'île et à envoyer sur place une mission d'observateurs. Le président a encore ajouté que si les États-Unis étaient atteints par des fusées tirées à partir du territoire cubain ils répliqueraient sur le territoire soviétique.

Cet ensemble de décisions a été pris après consultation des anciens présidents encore en vie, des leaders du Congrès et du conseil national de sécurité. En revanche les alliés des États-Unis ont été seulement informés. Le président a cependant tenu à envoyer à Paris l'ancien secrétaire d'Etat, M. Dean Acheson, pour mettre au courant le général de Gaulle et le Conseil de l'O.T.A.N. de ses intentions. M. Acheson est reparti ce mardi matin pour Bonn d'où il regagnera directement Washington. Jusqu'à présent aucune réaction officielle n'a été exprimée à l'Elysée ou au Quai d'Orsay, non plus d'ailleurs que dans aucune des capitales occidentales. Bien qu'il faille s'attendre à une affirmation générale de solidarité avec Washington, un certain préoccupation ne s'en manifeste pas moins quant aux conséquences possibles de l'initiative américaine. C'est à peu près ce sentiment qu'on a exprimé à Bruxelles ce matin mardi, à l'issue de la réunion que les ministres des affaires étrangères des Six ont tenue sur la situation internationale et au cours de laquelle ils ont abondamment parlé de Cuba. Le ton de la presse, en particulier à Londres, est fort critique vis-à-vis des États-Unis. A Bonn, en revanche, on se félicite de cette manifestation d'une fermeté que l'on espère voir s'appliquer également au problème de Berlin.

À La Havane des mesures de mobilisation ont été prises et l'on attend dans la journée un grand discours de M. Fidel Castro, qui a d'autre part demandé la réunion du Conseil de sécurité pour discuter de « l'agression » américaine. Il est probable que les deux requêtes des États-Unis et de Cuba seront discutées ensemble. C'est au président en exercice, qui se trouve être M. Zorine (U.R.S.S.), qu'il appartient de fixer l'heure de la réunion. On pensait généralement que celle-ci pourrait commencer dès aujourd'hui mardi, à 20 heures (heure française). Il faut s'attendre à un bel échange d'invectives. Le conseil de l'Organisation des États américains est lui aussi convoqué.

En début d'après-midi la radio soviétique diffusait une déclaration gouvernementale annonçant une demande de convocation du Conseil de sécurité. Et l'on notait comme assez inattendu que M. Granyko, qui a quitté New-York hier soir, se soit arrêté à Berlin-Est au lieu de rentrer directement dans son pays. Il y confèrera pendant quarante-huit heures avec MM. Ulbricht et Grotewohl. Est-ce à dire qu'il s'exercera dans l'ancienne capitale allemande? Cette crainte s'exprime évidemment à Bonn. Mais ce n'est là qu'une des hypothèses que forment les observateurs dans l'attente d'une prise de position du Kremlin. Pour l'instant la première question qui se pose est de savoir si les bateaux soviétiques qui font route vers Cuba accepteront de se laisser fouiller, s'ils feront demi-tour ou s'ils engageront le combat. Quatre d'entre eux marchent actuellement vers Cuba et le ton de la déclaration du gouvernement soviétique ne laisse guère de doutes sur les instructions que leurs commandants ont reçues. — A. F.

*This is prob
issue of 25 Oct
on sheets on page 4
24 Oct.*

26 Oct



Tarif des abonnements à l'intérieur.
COMPTES CHEQUE POSTAL :
PARIS N° 4207-23
Adresse télégraphique: JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. 91-29

Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

LA TENSION DANS LES CARAIBES

Le contrôle naval américain entre en vigueur au moment où vingt-cinq cargos soviétiques approchent de Cuba

est mercredi, à 15 heures (heure française), qu'entre en vigueur le contrôle imposé par les Etats-Unis au trafic d'armes massives à destination de Cuba. C'est à près aussi à ce moment-là qu'arriveront à large de l'île les vingt-cinq cargos soviétiques dont la flotte américaine a décelé les mouvements. On signale aussi dans les pays un certain nombre de cargos affrétés par l'U.R.S.S. Tout permet de penser que les derniers se présenteront à l'inspection qui sera imposée. Il est d'ailleurs infiniment peu probable qu'ils transportent des

éléments de fusées ou des ogives nucléaires... Quant à ce que feront les bateaux russes eux-mêmes, on en est réduit aux hypothèses. La presse de Moscou n'a pas fait jusqu'à présent allusion au convoi qui se rapproche de Cuba. Le « Washington Post » rapporte d'autre part qu'au cours d'une réception à l'ambassade de l'U.R.S.S., un attaché militaire soviétique a donné à entendre que les bateaux russes ne se laisseraient « ni arraisonner ni fouiller ». Mais l'ambassadeur, qui est arrivé fort en retard avec un sourire rayonnant, a refusé de commenter les pro-

pos de l'attaché. « C'est un militaire, moi pas, déclara-t-il; lui sait ce que la marine va faire, moi pas. » Le Conseil de sécurité reprend mercredi après-midi l'examen des plaintes contradictoires dont il est saisi par Washington, La Havane et Moscou. Personne ne s'attend à une décision quelconque, puisque le droit de veto paralyse de toute manière l'organisme auquel les Trois Grands de Yalta avaient cru pouvoir confier la garantie de la paix mondiale.

Des à présent, on parle d'une réunion de l'Assemblée générale de l'O.N.U. et de nombreux pays non alignés, auxquels s'étaient joints les neutres européens et plusieurs américains, se sont réunis à l'initiative du ministre algérien des affaires étrangères, M. Boumediène, pour envisager une action commune destinée à éviter le conflit sur la nécessité d'éliminer les bases étrangères. Ce thème on pourrait entendre parler à nouveau ces jours-ci. La déclaration du gouvernement algérien, publiée mardi après-midi, et que nous reproduisons dans notre part, y fait une allusion transparente. Il pourrait, en effet, s'agir de défendre les Russes de se voir reprocher la violation par les Etats-Unis de leur territoire en relançant la vieille campagne pour le démantèlement des bases étrangères.

On sait maintenant que l'entrevue au cours de laquelle M. De Gaulle a informé lundi après-midi le général de Gaulle des intentions du président Kennedy s'est déroulée dans un climat de très grande cordialité. Le président de la République, tout en faisant peut-être quelques réserves sur la présentation juridique de l'affaire, a considéré qu'elle se déroulait dans une région qui intéressait au premier chef la sécurité des Etats-Unis et que c'était à eux, en conséquence, d'apprécier ce qu'il y avait à faire. Il semble qu'un tel soit pas fiché à l'Elysée d'une décision qui montre à M. Khrushchev le sérieux d'une résolution dont il avait eu peut-être au cours de ces derniers mois quelques occasions de douter. M. Seydoux a reçu instruction de voter au Conseil de sécurité pour la résolution américaine.

considérant, comme celui de Paris, qu'il s'agissait d'une affaire entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., a manifesté lui aussi son intention de soutenir au Conseil de sécurité la requête des Etats-Unis. ANDRÉ FONTAINE. (Lire la suite en 6° page, 1° col.)

La porte ne ferme la porte à aucun arrangement

Pour le reste, ce texte russe, en fait de certaines violences de ton, ferme la porte à aucun arrangement et vise manifestement à évincer l'irréparable. Si d'ailleurs des négociations militaires ont été proposées à l'Est, on ne les présente pour le moment que comme destinées à mettre le pays lui-même en état de résister à une agression. Sur ce, qui pourrait être fait pour Cuba, aucune précision n'est donnée.

Aucune mesure particulière de précaution militaire n'a été prise jusqu'à présent, mais un comité de défense a été convoqué à l'Elysée pour mercredi après-midi. L'hypothèse d'une réaction russe sur Berlin, que l'on redoute à Bonn, où le chancelier Adenauer n'a pas caché sa vive inquiétude, vient en effet à l'esprit. M. Gromyko est resté vingt-quatre heures dans l'ancienne capitale, des voyageurs signalent des convois de tanks à travers la R.D.A., on a vu des Soviétiques mardi à Berlin-Ouest et la Pravda écrit: « Devant tout le tapage militariste à Berlin-Ouest, une action rapide s'impose plus que jamais pour éteindre ce foyer d'incendie. »

(Suite de la première page) Les dirigeants britanniques semblent avoir été fort impressionnés, comme d'ailleurs la plupart de nos confrères de la presse anglaise, par les documents photographiques produits par les Américains pour étayer leurs accusations contre Cuba. M. Fidel Castro a d'ailleurs lui-même donné de la consistance à ces accusations en dénonçant la violation de l'espace aérien cubain par les avions chargés de prendre des photographies et en affirmant que Cuba avait le droit d'acheter les armes qu'elle voulait sans rendre de comptes à personne. Il a bien ajouté que ces armes n'étaient pas offensives, « puisque Cuba ne prépare pas d'agression contre les Etats-Unis ». Mais il n'a pas nié, plus précisément, la présence sur son sol de bombardiers ou de fusées de portée moyenne ou intermédiaire.

A Londres, le gouvernement, tout

Une installation rapide

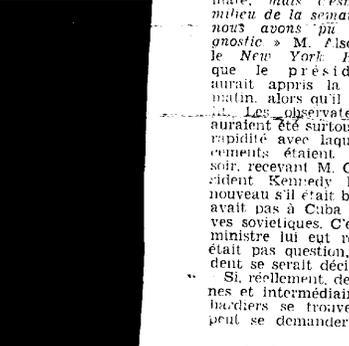
A vrai dire, les experts militaires occidentaux ne paraissent pas mettre en doute la véracité des affirmations de Washington. A en croire les informations recueillies auprès des Américains, c'est tout récemment que les avions de reconnaissance auraient obtenu la certitude que des rampes de lancement de fusées offensives étaient installées dans l'île. « Nous soupçonnons quelque chose depuis plusieurs semaines », disait un diplomate, « mais c'est seulement au milieu de la semaine dernière que nous avons pu établir le diagnostic ». M. Alsop précise dans le New York Herald Tribune que le président Kennedy aurait appris la nouvelle, jeudi matin, alors qu'il était encore au lit. Les observateurs américains auraient été surtout frappés par la rapidité avec laquelle ces emplacements étaient installés. Jeudi soir, recevant M. Gromyko, le président Kennedy lui demanda à nouveau s'il était bien sûr qu'il n'y avait pas à Cuba d'armes offensives soviétiques. C'est après que le ministre lui eut répété qu'il n'en était pas question, que le président se serait décidé à agir.

De Cuba à Berlin

Enfin, selon M. Alsop, la rapidité de la construction des rampes de lancement à Cuba serait en rapport avec le problème de Berlin. Il affirme que l'acceptation passive du fait accompli que se Krentin était en train de créer à Cuba aurait transformé l'avertissement du président au mois de septembre en un bluff le plus évident et rendu périlleux le rendez-vous du traité de paix. Ajoutons que du côté américain on estime que les Etats-Unis ont net en faveur de l'Occident dans le domaine des fusées pour exclure pratiquement tout risque de guerre généralisée. On souhaite l'ouverture

Paris et Londres appuient la résolution américaine au Conseil de sécurité.

C'est une réaction un peu anacronique que l'on enregistre dans les principales capitales européennes.



27
26 October 1962 *Monde*

PARIS N° 4 207-23

Adresse téléphonique : JOUERMONDE-PARIS
Tél. : PRO. 81-29

Paris-IX. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

PROFITANT DE L'ABSENCE D'INCIDENTS

L'action de conciliation des Nations unies se précise dans la crise cubaine

La crise internationale n'a pas pour le moment ené au pire. Aucun engagement n'est intervenu s les eaux de la mer des Sargasses, et il sem- même, si l'on en croit l'amirauté américaine. Un certain nombre de cargos soviétiques aient demi-tour, ou au moins aient changé de cap, vue d'éviter tout incident dans les heures qui nent. Cependant des télégrammes dont fait Radio-Moscou affirment que les marins de x pétroliers russes ont tenu des meetings, au rs desquels ils ont décidé de poursuivre leur

route et de s'opposer aux « actes de piraterie » de la marine américaine. Enfin on croit généralement que les cargos des pays socialistes continueraient leur chemin et, le cas échéant, se laisseraient fouiller, tout en protestant, bien entendu. On sait d'ailleurs qu'à plusieurs reprises des bateaux polo- nais et yougoslaves avaient été inspectés par des unités françaises en Méditerranée alors qu'on les soupçonnait de faire du trafic d'armes avec l'Al- gérie.

Le répit ainsi intervenu est lar- gement utilisé par les partisans la médiation. Le pape a lancé solennel appel aux gouverne- ments du monde entier. M. Thant t adressé aux deux « K » pour demander de suspendre, pen- t un certain temps, aussi bien l'envoi d'armes que la « quaran- taine », de manière à permettre à la négociation de s'ouvrir. Il est tain que cet appel sera tres- sement appuyé par les repré- sants des pays non-engagés. Un d'entre eux, M. Riad (A.U.), a fait une intervention marquée au Conseil de sécurité se prononçant pour un Cuba neutre, socialiste, sans bases angères ni armement excessifs» son côté M. Khrouchtchev, qui reçu longuement hier un homme d'affaires américain, se montre pieux de renouer le dialogue a fait tenir à M. Kennedy un message personnel, dont le texte a pas été publié, ce qui tend à couvrir qu'il ne s'agit pas de pro- gande, pour lui suggérer diver- s mesures destinées à éviter des mplications nouvelles. Il a d'au- e part, adressé au pacifiste Bertrand Russell, en réponse à un égramme un peu affolé que ce- ci lui avait envoyé, un long mes-

sage dans lequel, tout en accusant les Etats-Unis d'avoir mis le monde au bord de la guerre, il affirme que son gouvernement fera tout son possible pour éviter la catastrophe, et qu'il pourrait lui-même rencontrer M. Kennedy.
ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite en 5^e page, 3^e col.)

(Suite de la première page.)

Ce dernier, pour le moment, ne semble pas le moins du monde décidé à arrêter l'opération entre- prise. Il est décidé à obtenir l'éli- mination du risque que ferait peser sur la sécurité des Etats- Unis l'installation d'une base offensive soviétique suffisam- ment rapprochée pour enle- ver toute valeur au système d'alerte actuel. On entend même dire, dans les milieux politiques américains, que si les mesures d'embargo actuellement appliquées étaient insuffisantes, Washington pourrait envisager soit un débar- quement à Cuba, soit la destruc- tion des installations de fusées.

Le président paraît cependant peu désireux d'aller jusqu'à ces ex- trémités. Dans la capitale fédérale, on se montre assez optimiste du fait de la prudence de la réaction soviétique et de l'appui quasi unanime des alliés. M. Macmillan a accusé ce matin jeudi aux Com- munes M. Khrouchtchev d'avoir délibérément cherché l'aventure pour éprouver la résolution des Etats-Unis. De son côté, M. Roger Sevdoux a apporté au point de vue américain, lors de la réunion du Conseil de sécurité, un appui sans réserve, qui dissipe les incertitudes

qu'aurait pu faire naître le libellé du communiqué publié à Paris, à l'issue du conseil des ministres. Enfin, plusieurs pays membres de l'Organisation des Etats américains ont exprimé le désir de participer d'une manière ou d'une autre à l'opération de contrôle.

Dans ces conditions, il y a fort à parier que M. Kennedy ne se prêtera à un compromis que si celui-ci comporte des assurances très précises quant à l'élimina- tion des bases soviétiques de Cuba. M. Khrouchtchev pourra-t-il les lui donner ? A noter que, selon notre correspondant à Washing- ton, l'idée d'une crise grave à Ber- lin, dans les semaines qui viennent, aurait joué son rôle dans la dé- cision du président Kennedy. Ce- lui-ci aurait en effet estimé le mo- ment venu de prendre les devants, en se montrant ferme dans un secteur où, du point de vue stra- tégique, les Etats-Unis sont de loin les plus forts.

ANDRÉ FONTAINE.



Washington n'acceptera de lever la « quarantaine » que si les bases soviétiques de Cuba sont démantelées

La négociation prend le pas pour le moment dans la crise cubaine, sur l'épreuve de force.

MM. Khrouchtchev et Kennedy ont répondu l'un et l'autre à la proposition de trêve formulée par M. Thant, qui suggérait la levée du blocus et l'arrêt des envois d'armes vers Cuba pendant une période de deux semaines. Le chef du gouvernement soviétique a accepté cette proposition qu'il déclare « conforme à ses vues ». M. Kennedy a lui aussi accepté le principe de pourparlers, mais la Maison Blanche a fait clairement savoir que l'embargo serait maintenu aussi longtemps que les bases de fusées n'auraient pas été démantelées. Et l'on entend de plus en plus parler dans la capitale américaine d'une action armée sur ces bases, au cas où le contrôle actuel serait insuffisant. On affirme en effet à Washington que leur construction n'a pas été arrêtée.

Dans ces conditions, la majorité des observateurs sont assez sceptiques sur les résultats à attendre de la mission de bons offices entreprise par le secrétaire général de l'O.N.U., qui va rencontrer successivement MM. Stevenson et le délégué de Cuba. On s'attend généralement à voir l'affaire venir devant l'Assemblée générale, où, nous dit notre correspondant particulier Philippe Ben, les Etats-Unis sont loin d'être assurés de trouver la majorité des deux tiers requise, en l'occurrence, pour appuyer leur thèse.

En attendant, aucun incident ne s'est produit. Le pétrolier soviétique *Bucarest*, dont l'équipage avait communiqué quelques heures auparavant à Radio-Moscou un message martial, est arrivé sans encombre à La Havane. Interrogé en cours de route sur la nature de sa cargaison, par un bateau américain, le commandant avait répondu fort poliment qu'il ne transportait que du pétrole. La hauteur de la ligne de flottaison et le fait que le tanker avait quitté l'U.R.S.S. avant le discours du président Kennedy, ce qui paraissait exclure l'hypothèse d'un camouflage compliqué, ont poussé les Américains à se satisfaire de ces assurances verbales. Comme le pétrole ne figure pas sur la liste des armes offensives, le *Bucarest* a donc été autorisé à poursuivre sa route. Le Pentagone a affirmé, d'autre part, que douze bateaux russes avaient rebroussé chemin. Ils transportaient sans doute des matériels que le Kremlin ne souhaitait pas voir tomber dans les mains américaines. Le *Daily Telegraph* affirme de son côté que divers cargos polonais auraient été déchargés dans le port de Gdynia ou dérivés. Enfin, douze autres bateaux russes qui se trou-

vaient dans l'Atlantique se formeraient actuellement en convoi. Un certain nombre de sous-marins soviétiques se trouvant dans les parages, on n'écarte pas à Washington la possibilité d'accrochages.

Cependant, en dépit des préparatifs militaires et des meetings signalés en U.R.S.S., on a l'impression que M. Khrouchtchev veut se poser avant tout en défenseur de la paix. L'agence Tass se félicite ce matin de constater que le gouvernement soviétique n'a pas répondu aux provocations, et elle soutient que « le calme, la modération et la sagesse, dont l'U.R.S.S. a fait, montre dans la crise internationale déclenchée par les actes agressifs du gouvernement des Etats-Unis suscitent la profonde admiration de tous les Américains conscients ».

A en juger par tout ce que nous pouvons lire en provenance d'outre-Atlantique il ne semble pas que ceux que l'agence soviétique appelle les « Américains conscients » soient particulièrement nombreux. Plus de quarante mille télégrammes sont parvenus depuis lundi à la Maison Blanche, de tous les coins d'Amérique. La plupart approuvent sans réserve la détermination de M. Kennedy, encore qu'il ne manque pas de voix pour lui reprocher de n'avoir pas carrément ordonné un débarquement à Cuba. Quoi qu'il en soit, l'impression demeure, pour le moment, que le Kremlin a choisi de répondre à l'initiative américaine sur le plan politique et qu'il entend exploiter l'émotion qu'elle a suscitée dans le monde pour réclamer avec une insistance accrue la « liquidation de toutes les bases militaires en territoire étranger ».

A. F.

L'AFFAIRE DES BASES SOVIÉTIQUES A CUBA

La « diplomatie tranquille » de M. Thant a remporté un premier succès

Mais les Américains continuent de parler de « nouvelles mesures »

« Ne vous laissez pas aller à un optimisme prématuré, la situation est toujours très grave », dit-on aussi bien à Londres qu'à Washington. Le porte-parole du département d'Etat a déclaré vendredi après-midi, en propres termes : « Je voudrais souligner le passage de l'allocution prononcée lundi soir par le président, et dans lequel il disait : « Si ces préparatifs militaires offensifs se poursuivent, accroissant ainsi la menace à l'hémi-

» sphère, toute nouvelle mesure serait justifiée. » Quant à la Maison Blanche, elle a publié un communiqué (dont on lira le texte en page 4) pour affirmer que des travaux continuaient d'être effectués sur les lieux où avaient été photographiés les éléments de fusées. Le bruit court toujours dans la capitale fédérale que des opérations pourraient être entreprises à brève échéance. On parle de bombardement et même de débarquement.

L'opinion outre-Atlantique applaudirait des deux mains à un coup de force, auquel elle est persuadée que Moscou ne réagirait que mollement. Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, préjugant, semble-t-il, quelque peu l'attitude de certains de ses membres, a donné à l'avance sa bénédiction à toute action qui pourrait être entreprise. On peut cependant se demander si il ne s'agit pas là au moins en

partie d'un effort « d'intoxication », destiné à persuader l'adversaire de persévérer dans la voie de la sagesse. M. Martin, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, parlant à la télévision, tout en refusant d'exclure l'éventualité d'une invasion de Cuba, a déclaré que la négociation était une méthode préférable. Il a laissé entendre qu'au cas où une nouvelle pression devrait être exercée elle pourrait

commencer par prendre la forme d'une extension de la liste des armes réputées offensives dont Washington prétend interdire l'arrivée à Cuba. Le pétrole pourrait être par exemple porté sur cette liste.

Il faut noter que la diplomatie tranquille — M. Stevenson *dit* — de M. Thant a déjà porté ses premiers fruits. M. Khrouchtchev a accepté à sa demande d'arrêter temporairement le mouvement des bateaux soviétiques en direction de Cuba, sans la contrepartie suggérée par le secrétaire général de l'O.N.U. dans son premier message à M. Kennedy, à savoir la suspension ou blocus américain. Le président des Etats-Unis a seulement donné ordre à ses forces d'éviter tous heurts dans la mesure du possible. Dans la journée de vendredi, on n'a signalé qu'un seul arrondissement, celui d'un cargo libanais dont l'équipage s'est montré fort coopératif et qui a été autorisé à poursuivre sa route après une fouille minutieuse. Un autre bateau russe est arrivé à La Havane, sans avoir été intercepté. Il est dit qu'il ait été repéré par la marine américaine, mais avant la mise en vigueur de la « quarantaine ».

Pour le moment le but proclamé de la diplomatie américaine reste d'obtenir la liquidation des bases de fusées de Cuba. D'après notre correspondant à New-York, Philippe Ben, l'idée d'un contrôle des installations militaires de l'île gagnerait du terrain parmi les non-engagés. Si l'on en croit une dépêche de l'A.F.P., la délégation cubaine aux Nations unies aurait demandé à certains pays amis de faire savoir que le gouvernement de La Havane serait prêt à procéder lui-même au démantèlement exigé par les Etats-Unis si Washington lui donnait en échange l'assurance formelle qu'il n'y aurait pas d'invasion de Cuba. Il y a peut être là les bases d'un accord, mais il ne faut pas s'en dissimuler l'extrême complexité.

En raison de la crise, que le Dr Adenauer a décrite comme la plus grave depuis la guerre mondiale, M. Macmillan a décidé de passer le week-end à Londres. Les gouvernements espagnol et portugais ont apporté leur soutien sans réserve à l'action des Etats-Unis. M. William Knox, président de la Westinghouse, qui a rencontré mercredi M. Khrouchtchev à Moscou, a déclaré que celui-ci, qu'il avait trouvé « très détendu et très calme », mais « fatigué », examinait toujours la possibilité de la fin de l'année.

Après l'accord Kennedy-Khrouchchev M. THANT SE REND A CUBA POUR ETUDIER LES MOYENS DE CONTROLER LE DEMANTELEMENT DES BASES SOVIETIQUES

Un message de paix vient d'arriver à New-York. M. Krouchtchev, vice-ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, qui a tenu à apposer, en descendant d'avion, ses deux vœux au peuple américain. Il a pour première mission de se mettre d'accord avec M. Thant et M. Stevenson sur les conditions dans lesquelles des observateurs de l'Organisation des Nations unies pourraient contrôler le démantèlement des bases soviétiques à Cuba, jusque aussi bien la vérification de celles-ci n'étant plus mise en question par personne.

Le secrétaire général de l'O.N.U., acceptant une invitation qui lui avait été adressée dans la nuit de samedi à dimanche par M. Fidel Castro, se rendra demain mardi à La Havane. On craint un peu à New-York, mais de notre correspondant particulier Philippe Ben, que les autorités cubaines ne se montrent moins soupçonneuses que les Soviétiques. D'autant que, en effet, le chef d'Etat américain a accepté comme condition au démantèlement des bases russes l'évacuation par les Américains de la base de Guantánamo. Mais le télégramme a dit fonctionner depuis lors entre Moscou et La Havane. Et il n'était plus question en outre, dans une nouvelle déclaration, celle-ci de M. Fidel Castro, frère du premier ministre et ministre des forces armées, de faire de l'évacuation une condition. « Nous n'abandonnerons en tous cas rien, sur des bases pacifiques ».

Le dialogue entre les discours de M. Castro et ceux de Khrouchchev n'est pas le seul signe de contradiction qui frappe les observateurs occidentaux. Depuis vendredi le président du conseil de l'U.R.S.S. n'a pas eu recours à M. Kennedy dans ses deux messages. Dans le premier, qui était confidentiel, il acceptait le démantèlement, pur et simple. Dans le second, celui-ci public, il prétendait le lier à la liquidation de la base américaine de Turquie. Enfin, dimanche, il revenait pratiquement aux termes de son premier message et acceptait les propositions de M. Kennedy. On conceit qu'il et la ait s'interroger sur les discussions qui ont pu opposer au Kremlin les deux et les « nous » et qui expliquent peut-être la nomination inattendue lundi d'un nouveau chef d'état-major des troupes de la partie de Varsovie.

Le général d'armée soviétique Pavel Batov qui était jusqu'ici commandant militaire de base en Ukraine occidentale, vient en effet d'être appelé à ce poste en remplacement du général Alexis Malinchev, mort le 21 juin 1962. Le maréchal soviétique André Goubaïko restant le commandant en chef de forces armées des pays satellites du pacte de Varsovie. Et l'on attend avec curiosité la réaction de Pékin à ce nouveau compromis avec les « brigades » impérialistes.

M. Khrouchchev esquisse donc de devoir faire face aux réflexions des opposants de tous bords. Quel rôle a-t-il joué lui-même dans toute cette affaire ? Qui se refuse à Washington à le classer définitivement dans la ou le clan « chi » ou « mou » ? Mais M. Kennedy a insisté de ne pas lui compliquer la tâche et d'expliquer son succès avec beaucoup de modération.

Selon M. James Reston, du *New York Times*, il rejeterait la thèse que le dénouement de la crise montre que la « ligne dure » est la meilleure. Ce n'est pas d'une « grande victoire » qu'il s'agit, surtout si, toujours selon notre confrère, mais d'un « arrangement honorable » dans une zone isolée de la guerre froide. Il écrit cependant que la crise actuelle a fait apparaître que les Russes ne se sentent pas en avance par rapport aux Etats-Unis dans le domaine des armements et qu'ils ont perdu l'illusion que les Américains ne se battraient pas, le cas échéant, ce qui aurait réduit les chances d'une erreur de calcul de la part de l'U.R.S.S. ANDRÉ FOSZMINE.

Lire la suite en 1re page

APRÈS L'ACCORD ENTRE LES DEUX « K »

(Suite de la première page.)

Il semble, d'autre part, qu'on s'attende à Washington à voir l'Union soviétique, profitant des sympathies que lui auront values aux Nations unies, ses concessions à la cause de la paix, relancer la discussion sur la liquidation des bases étrangères. On assure, dans les milieux autorisés américains qu'il n'est pas question de marchandage sur ce point et l'on déclare même que le problème cubain demeure, comme demeure celui de l'agression indirecte, contre les autres nations de l'hémisphère occidental, qui trouve sa source à Cuba.

On ne pense pas non plus que la solution de la crise cubaine — que l'on ne considère d'ailleurs pas comme complètement acquise — laisse complètement écarté le problème de la sécurité internationale.